Rapport conseil départemental 24 mai 2023

1/ situation et initiatives politiques

A la tête du pays depuis près de deux décennies, Erdogan était dans une position défavorable avant le premier tour de l'élection présidentielle selon les sondages. Arrivé en tête, Erdogan n'a pas pâti des séismes qui ont frappé le sud-est du pays début février. Les rescapés des tremblements de terre avaient pourtant crié leur colère, accusant l'État d'avoir tardé à réagir. La dynamique impulsée par le chef du Parti républicain du peuple (CHP), coalition complexe, s'est infléchie en fin de campagne avec des discours plus nationalistes que sociaux, discours qui se poursuivent entre les deux tours pour conquérir les voix du candidat nationaliste qui se ralie à Erdogan. Le projet de transformation de Sainte-Sophie en mosquée, les interventions militaires en Syrie, en Libye et en Irak, les bras de fer juridique sur des explorations gazières contestées en Méditerranée orientale, ses stratégies d'influence en Afrique du nord, une puissance réaffirmée sur fond de l'ancien espace de l'empire ottoman...font que le président Erdoğan, malgré un contexte autoritaire, économique et social difficile,maintient ses chances de victoire. La communauté turque de France a voté à 64% pour Erdogan, considéré comme le seul à faire face aux Etats-Unis et à Poutine dans la région.

En Grèce, Affaibli par un scandale de mise sous écoute de plusieurs personnalités publiques et politiques, par des possibles pots-de-vin versés par l'industriel Siemens et par la catastrophe ferroviaire en février, le Premier ministre et dirigeant de Nouvelle Démocratie, Kyriákos Mitsotákis arrive largement en tête et rate de peu la majorité absolue du fait du nouveau mode de scrutin, sans prime majoritaire, face à une opposition divisée. SYRIZA chute lourdement et recueille deux fois moins de suffrages que le vainqueur. Ce recul profite notamment au PASOK-KINAL, parti de centre gauche et au KKE. Réitérant son refus exprimé lors de la campagne de former un gouvernement de coalition, Kyriákos Mitsotákis ouvre la voie à de nouvelles élections. Ces dernières doivent en effet voir le retour du système de prime majoritaire, permettant ainsi au Premier ministre d'espérer obtenir seul la majorité au Parlement.

En Palestine , la paix n'a jamais été aussi loin. Les échanges de tirs ont repris entre des groupes armés de la bande de Gaza et Israël, au troisième jour d'une escalade ayant coûté la vie à 25 Palestiniens, parmi lesquels des enfants. le directeur de l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens rapporte amèrement que le conflit israélo-palestinien et les conditions de vie des réfugiés ne font plus partie des priorités de la communauté internationale. Il suscite aussi beaucoup d'indifférence, notamment dans le monde arabe dont Les contributions ne représentent environ que 4% des contributions totales.

En Ukraine : Londres brise un tabou en livrant pour la première fois des missiles à longue portée à Kiev. La contre-offensive ukrainienne se prépare avec la livraison de F-16 et de matériels militaires lourds fournis par différents pays européens dont la France. La guerre s'inscrit sur un temps long, où toute tentative de sortie de conflit par un règlement politique est éteinte. Les marchands de guerre ont encore de l'argent à se faire au détriment des populations. Poutine en difficulté, semble avoir comme seule visée le maintien des régions ukrainiennes annexées.

En France, Macron et son gouvernement s'inscrivent dans cette logique de guerre. La loi de programmation militaire, en débat depuis lundi, participe de cette inflation mondiale des dépenses militaires. Comme l'a dit Macron, ce PLM de 413 milliards est un budget

historique pour avoir une guerre d'avance. Cette course à l'armement est extrêmement dangereuse, elle réaffirme comme clé de voûte la dissuasion nucléaire, alors qu'elle néglige notre défense et notre souveraineté technologique. Ce budget est dicté essentiellement par l'OTAN et les États-Unis qui veulent que la France consacre 2% de son PIB aux dépenses militaires. Ces perspectives se calquent sur une France vue comme le supplétif de l'armée américaine se projetant dans des conflits de hautes intensités dans les dix prochaines années. Nous avons une différence d'approche avec la FI sur la dissuasion nucléaire et la militarisation de l'espace. Pour eux, tant qu'il n'y a pas de désarmement, il faut de la dissuasion nucléaire et investir sur un bouclier spatial pour se prémunir des missiles. La FI demande par ailleurs que la France adhère en tant qu'observateur au Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires, alors que notre Parti veut que la France ratifie ce traité. C'était un engagement de campagne.
Sur le volet social, nous avons à maintenir la contestation des acteurs et actrices du mouvement social contre la réforme des retraites au moins jusqu'au 8 juin. Il y aura d'abord le soutien à la manifestation du 6 juin. La fédération va imprimer le tract du parti « Après un 1er mai historique amplifions le mouvement social pour gagner ! « qui appelle à manifester le 6 juin et indique la proposition de loi d'abrogation qui sera débattue le 8 juin prochain à l'Assemblée nationale à l'initiative du groupe LIOT. Nous avons sollicité les sections sur le nombre de tracts qu'elles souhaitent. Quelques sections ont répondu, Nangis 500 et Rozay 1000, Moret 500, Nemours 500, Roissy 1000. Nous sommes dans l'attente d'une lettre de Fabien Roussel aux Français.e.s sur l'importance de ce mouvement social et l'alternative à construire contre cette réforme, avec un nouvel argumentaire sur la question des retraites.
Le parti souhaite faire grandir nationalement notre proposition d'un référendum populaire auprès des forces de gauche et des organisations syndicales. La FI lors de la dernière réunion de l'intergroupe NUPES est passée à autre chose les européennes et la présidentielle de 2027, ce qui a mis en colère les autres partenaires , EELV qui a failli quitté la réunion , ainsi que le PS et nous-même.
Demain, une journée du projet territorial de santé mentale est organisée par l'ARS à Coulommiers, notre commission santé impulsée par Sylvie a contacté plusieurs camarades intéressés par le sujet pour y assister.
En Seine-et-Marne, plusieurs choses à noter, la victoire du collectif de locataires contre le bailleur seqens à Champs-sur-Marne, impulsé par notre camarade Safia David et soutenu par la ville et plus particulièrement Daniel Alarçon. Le bailleur SEQENS annule son augmentation de 300% des provisions de charge pour chauffage sans avoir produit la moindre justification de cette hausse. Le collectif se réunit ce soir pour poursuivre ce mouvement de solidarité. Il se passe la même chose à Meaux à Beauval. Pays de Meaux Habitat réclame aux locataires le règlement de régularisations de charges au titre de l'année 2021. La somme peut s'élever jusqu'à 1000 euros à régler sous une semaine. Le bailleur explique ces régularisations par des problèmes de logiciel dans le cadre de la fusion avec un autre bailleur social.
Arjowigings a fait son retour dans l'actualité. Il y a 4 ans , la liquidation de la papeterie avait mis au chômage 250 salarié.e.s et dévasté autant de familles et l'économie locale. Nous avions dénoncé les conditions de reprise et de liquidation et l'abandon des pouvoirs publics, État et région, pour un redémarrage de l'activité par le biais de projets de la CGT ou de salariés en scoop avec l'appui de quelques entrepreneurs locaux. Aujourd'hui, la justice a mis en examen un intermédiaire des liquidateurs et l'ancien propriétaire pour recel d'abus de biens sociaux et de fausses factures. Ce même propriétaire est aujoud'hui en prison en Espagne suite aux rachats frauduleux de deux entreprises d'aluminium. L'histoire n'est donc pas terminée et cette entreprise serait sur le point d'être rachetée. Dans La même vallée du haut morin, Jozon, maire de la Ferté Gaucher, se bat , un peu seul pour la réouverture de cette voie. Il s'aperçoit aujourd'hui du manque de vision pour

notre territoire de l'équipe Riester et Cie. M. Pezetta affirmait au dernier conseil d'agglomération que le transport la ferté gaucher Coulommiers ne concerne que 200 personnes et qu'il est donc inutile de rouvrir cette voie ferrée. C'est dire l'aveuglement ou l'ignorance de nos élus macronistes de ce territoire et de ses besoins. Jozon relaie en fait la demande du transporteur Delisle qui souhaite mettre la plupart de ses camions sur les rails. Delisle est celui qui a racheté la friche industrielle de Villeroy et Boch.
Les Cast member de Disney se sont mis en grève hier sur des questions de salaires et des problématiques de logement. Pour une grande part , la question du logement se pose, du fait de la faiblesse des salaires , du prix des loyers et de la perte de capacité d'action logement, le gestionnaire du 1% à répondre à leur demande. Il y a un tract national sur l'industrie et une déclaration sur l'industrie verte en réponse aux annonces de Macron
Au niveau régional, Pécresse a décidé de relever le nombre d'élus pour constituer un groupe. Cela conduirait à supprimer les groupes FI et Communistes et à licencier les collaborateurs. Des communiqués communs régional et départementaux et individuels de toute la gauche et des écologistes se multiplient avec la signature d'un Appel des forces républicaines et citoyennes contre les dérives autoritaires de Valérie Pécresse et de sa majorité. La raison invoquée serait de « gagner du temps sur les séances ». Nous refusons cette explication car elle signe la volonté d'étouffer le débat démocratique pourtant nécessaire et indispensable. D'autant plus que cela s'inscrit dans la 14ème modification du règlement intérieur de l'ère Pécresse, faisant suite à la décision d'abaisser de 40 % le temps de parole de l'opposition.
Le dernier conseil national a porté sur son organisation avec le vote sur la constitution de l'exécutif national composé de 40 membres, la présentation de l'organigramme pour le prochain CN. Il a porté sur les sénatoriales avec le vote d'une première liste de candidats et de chefs de files, parmi lesquels Marianne. Nous avons adopté une motion sur notre ambition pour les élections sénatoriales qui portent sur l'action de notre groupe au Sénat et son renforcement pour poursuivre notre rôle à défendre une décentralisation au service des citoyennes et des citoyens, fondée sur le service public en opposition à la décentralisation libérale menée depuis des années et qui porte la mise en concurrence des territoires, la privatisation, en accompagnant la désintégration progressive des services publics. Ces deux votes ont obtenu l'unanimité des membres du conseil présents.
Le conseil national souhaite que l'on soit présent aux commémorations du CNR le 27 mai.
Il a été proposé que se tienne le 14 octobre la conférence nationale sur les prochaines élections européennes.

2/ sénatoriales

notre conseil départemental a validé le 14 avril la candidature de Marianne en seconde position d'une liste e gauche et écologistes conduite par Vincent Eblé seul sénateur sortant. Cela a été validé par le conseil national le 6 mai et nos adhérents à jour de leur cotisation l'ont adopté à 98,62% avec 46,30% de votants. Vous avez les tableaux en présentiel. La troisième place proposée à EELV ne leur convient pas, ils ont réclamé la seconde , ce qui leur a été refusé par Eblé et nous-même . Nous avons échangé avec eux mercredi dernier. Pour l'instant, au niveau départemental, ils s'obstinent à réclamer la seconde place s'appuyant sur un récit écologiste plutôt qu'un travail de terrain auprès des élus locaux. La FI a été également rencontrée. Ils placent la campagne sous l'angle de la NUPES. Ils réclament maintenant la 3ème place, après avoir dans un premier temps indiqué aux quelques maires ayant parrainé Jean-Luc Mélenchon qu'ils n'avaient aucune ambition. Malgré ce qu'ils ont pu écrire sur les réseaux sociaux, il y a bien eu des échanges avec le PS. La FI remontre donc le bout de son nez en ayant du mal à comprendre que la construction de cette liste ne peut se faire sur les mêmes critères que

les législatives durant les lesquelles les choses nous ont été imposées au détriment de l'implantation locale.
Notre fédération a décidé de faire de cette élection une question de proximité avec les responsables de section pour approcher les élu.e.s susceptibles de voter pour cette liste et d'anticiper l'élaboration des listes de délégué.e.s avec les listes complémentaires et les suppléants à construire pour les conseils municipaux du 9 juin. Dans ce cadre, Martin Tricard élu à Souppes et nouvel adhérent du Parti et de l'Adecr a sollicité Marianne pour qu'elle soit présente lors d'une initiative commémorant des résistants locaux. Avec la section de Nemours, il y a pu y avoir des échanges constructifs avec d'autres élus. C'est de cette proximité, mêlant élus et section dont on a besoin pour gagner des grands électeurs. La droite sénatoriale s'active et visite les élus , y compris des communes plutôt située à gauche comme à Mouroux. C'est à l'issue des votes lors de ces conseils du 9 juin que nous connaîtrons le panel électoral. L'adecr s'est réunit le 11 mai et travaille sur ces sujets dès à présent. Elle a produit une note spécifique sur les sénatoriales.
Demain, il y aura une réunion du secteur élection de notre parti pour refaire un point avec les secrétaires départementaux.

3/ fête de l'humanité
Vous avez sur table le projet d'implantation qui reste confidentiel. La disposition des allées change. Notre espace se situe en amont du village du monde. La section de Meaux a fait une autre proposition d'implantation de son stand, isolé du reste de l'espace de la Seine-et-Marne. Nous avons eu à la fédération une réunion des batisseurs seine-et-marnais hier soir pour regarder ces implantations et les mutualisations possibles. Nous n'étions que 4. La question est posée pour le stand de la fédération, tant au niveau du coût, en lien avec l'état de nos finances, que sur son organisation et son activité. C'est en suspend et nous avons à y réfléchir rapidement, en y invitant des sections qui ne tiennent pas de stand. Notre accueil-sécurité conserve les taches de l'an dernier, avec la responsabilité principale de garantir la sécurité de la scène Joséphine Baker. Les conditions de son implantation doivent être revues en terme de confort et d'alimentation. Il est prévu une visite du site le 10 juin, une réunion des départements d'idf sur la diffusion des bons de soutien le 30 mai, une réunion des AS, le 30 juin. Nous avons a décidé d'une date fin juin pour tenir notre premier rendez-vous départemental de la vignette. Les vendredi 23 ou 30 juin.

4/ état de la mise en œuvre de nos commissions – réunion des secrétaires de section le samedi 3 juin.

Lors du premier CN, ont été adopté les membres du CEN et une déclaration sur l'ambition communiste pour les élections sénatoriales qui fait à la fois un rappel de notre bilan et les perspectives de septembre , Nous aurons l'organigramme du CN lors du prochain CN le 1er juillet. Nous allons recevoir du nouveau matériel de renforcement, carte pluriannuelle, affiches...
- Commission formation, Julien a commencé à travailler sur un calendrier de formation de base et cadre à la fédération et des initiatives avec la création d'un livret.
  - Le 10 juin, une journée au CN sera consacrée à l'économie sociale et solidaire et
  - le 17 juin en matinée toujours au CN un séminaire d'études et de recherches marxistes
- commission entreprises et activités sur les lieux de travail : Première réunion de travail le 26 mai à la FD
- commission stratégie municipales 2026 : le 30 mai à la FD
- Catherine Besnainou va commencer le suivi des sections

- il y a une demande pour créer une commission écologie : Grégory Blin et Francis Gutmacher qui participait à la commission nationale
- Le 3 juin formation de base organisée par la section de Torcy
- La réunion des secrétaires, animateurs de section se tiendra le samedi 3 juin à la Fédération à partir de 9h30.
Son ordre du jour sera les sénatoriales, le renforcement et l'utilisation du logiciel cociel, le logiciel national des adhérents.

Les responsables départementaux à 'l'orga seront invités à la prochaine réunion des secrétaires départementaux en juin.